

# Chronique "Ciels ouverts"

## Naissance d'un concept

Le concept du libre survol des territoires (communément appelé "Ciels ouverts") fut mis de l'avant pour la première fois en 1955 par un groupe d'analystes qui secondaient Nelson Rockefeller, alors conseiller du président Eisenhower. Rockefeller avait demandé à ses collaborateurs de concevoir des initiatives audacieuses que le président pourrait proposer durant le Sommet des quatre puissances (France, Royaume-Uni, États-Unis et URSS) qui devait se réunir à Genève en juillet. En juin, le groupe passa cinq jours à la base de la marine américaine à Quantico, près de Washington, et c'est alors que naquit l'idée de survols mutuels des territoires à l'aide d'avions non armés.

La reconnaissance aérienne s'étant révélée une excellente méthode de collecte des données durant la Seconde Guerre mondiale, il n'était pas étonnant que, quelques années plus tard, ce type de surveillance fut sérieusement envisagé comme moyen de vérifier dans quelle mesure seraient respectés d'éventuels accords de limitation des armements et de désarmement. En fait, cette formule avait même été proposée en 1946 dans un plan de contrôle international de l'utilisation de l'énergie atomique.

À Quantico, le groupe d'analystes fut séduit par la simplicité du concept et par le fait qu'il mettait l'accent sur la transparence — une valeur prise à l'Ouest — par opposition au caractère secret des activités de l'Union soviétique. Qui plus est, le régime — s'il était adopté — comporterait des avantages énormes pour la sécurité des États-Unis. Les systèmes de reconnaissance par satellite n'étaient pas encore en opération et les Américains ignoraient à peu près tout de l'état de préparation réel des forces soviétiques. Les missiles balistiques n'ayant pas encore fait leur apparition, les États-Unis étaient surtout intéressés à en savoir davantage sur la capacité soviétique concernant les bombardiers à long rayon d'action et à identifier les terrains d'aviation à partir desquels pourraient être menées des attaques intercontinentales à l'aide de bombardiers.

La bureaucratie américaine ne réserva toutefois pas un accueil particulièrement enthousiaste au concept. Opposée par le secrétaire d'État d'alors, John Foster Dulles (tout autant parce qu'il cherchait obstinément à écarter Rockefeller comme conseiller de politique étrangère que pour des questions de fond), la proposition ne figurait pas dans la stratégie d'Eisenhower à son départ pour Genève.

À mesure que le Sommet progressait, il devenait évident que la prestation du président n'avait pas captivé l'attention du public, et c'est ainsi que Rockefeller put revenir à la charge avec son idée. Dans les circonstances, Eisenhower se montra moins réceptif aux objections de Dulles que ce n'avait été le cas à Washington. Après avoir consulté ses collaborateurs et le premier ministre de Grande-Bretagne, Anthony Eden, le président fit la déclaration suivante le 21 juillet:

"Messieurs, dès l'instant où j'ai travaillé à la préparation du mémorandum que nous soumettons à cette Conférence, je n'ai cessé de rechercher de toutes les forces de mon cœur et de mon esprit ce que je pourrais dire ici afin que chacun puisse se convaincre qu'en abordant ce problème du désarmement les États-Unis sont parfaitement sincères.

"Je voudrais m'adresser particulièrement, pendant un instant, aux représentants de l'Union soviétique parce que nos deux grands pays, tout le monde le reconnaît, possèdent de terribles armes nouvelles en des quantités telles qu'elles font naître dans d'autres parties du monde ou chez chacun d'entre nous des craintes et des risques d'attaques par surprise.

"Je propose donc que nous prenions des mesures pratiques, que nous commençons à nous entendre entre nous très rapidement, immédiatement même sur certaines mesures. Voici ce que ces mesures comprendraient:

"Nous nous remettrions un tableau complet, de A jusqu'à Z, de notre appareil militaire, où seraient indiquées toutes les installations se trouvant d'un bout à l'autre de nos pays; nous échangerions ce tableau.

"Ensuite, chaque pays fournirait à l'autre pays le moyen d'effectuer des opérations de photographie aérienne; nous vous donnerions toutes facilités pour procéder dans notre pays à des reconnaissances aériennes, vous pourriez prendre toutes les photographies que vous voudriez et les emporter dans votre pays pour les étudier; vous nous fourniriez exactement les mêmes facilités, et nous procéderions aux mêmes reconnaissances. De cette façon, le monde entier pourrait se persuader que nous prenons entre nous des mesures afin de prévenir toute